



Paris, le 25 juin 2024,

Depuis le dimanche 9 juin et la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée par le président de la République Emmanuel Macron, le pays est entré dans une zone de risque majeur pour la démocratie.

La CGT, par la voix de la secrétaire générale de la confédération Sophie Binet, s'inscrit dans la lutte contre les appels au repli sur soi, à la haine, au racisme et à l'antisémitisme. Notre organisation, par son histoire, est attachée aux valeurs de solidarité, de fraternité et de défense des travailleurs quelles que soient leurs origines ou religions.

Cette situation n'est que l'aboutissement des politiques libérales menées depuis des décennies qui ont visé à détruire, petit à petit, les droits des travailleurs, la sécurité sociale héritage du conseil national de la résistance, les services publics, les services de santé, etc.

Récemment, le gouvernement s'apprêtait à supprimer le statut général des fonctionnaires. Pendant ce temps-là, les citoyens réclament le retour des services publics dans les campagnes et dans les banlieues défavorisées.

Cette situation a permis à des forces jusque-là minoritaires d'émerger au point, peut-être, de diriger la France après les prochaines législatives. Il est facile de récupérer un peuple désarmé par des réformes qui ont fracturé la société.

La commission exécutive, de la section des Services Centraux de la CGT Finances Publiques, a décidé de rédiger la présente motion pour appeler à lutter contre les politiques qui ne répondront pas :

- ✓ aux droits humains,
- ✓ au respect de l'égalité et de la fraternité,
- ✓ aux revendications des travailleuses et travailleurs,
- ✓ à la protection et au développement des services publics.

Nous appelons à participer à la mobilisation contre la potentielle arrivée de l'extrême droite au gouvernement, à participer sans attendre aux manifestations partout en France.

Enfin, nous appelons à une « mobilisation générale » dans les urnes » pour éviter que la politique du pire s'installe dans notre pays. Les 30 juin et 7 juillet prochains votez !!!

La commission exécutive

Section des services centraux